

**SciencesPo.****CERI**
CNRS

HYBRIS ET INCERTITUDE DANS LA HONGRIE DE VIKTOR ORBÁN

Antonela Capelle-Pogăcean

(Chargée de recherche au CERI-Sciences Po)

Depuis l'arrivée au pouvoir de la droite populiste le 29 mai 2010, la Hongrie a vu son image se dégrader au sein d'une Union européenne qui doute elle-même de son avenir. L'« hétérodoxie », fût-elle partielle, de la politique économique du gouvernement de Viktor Orbán, le jeu avec les limites de la démocratie, un exercice autoritaire du pouvoir ainsi qu'une posture nationaliste très affirmée ont nourri des critiques soutenues parmi ses opposants et à l'extérieur des frontières nationales. En septembre 2011, sa rhétorique visant à justifier une mesure spectaculaire en faveur des ménages qui avaient souscrit des prêts hypothécaires en devises et à qui l'on offrait la possibilité de rembourser en une seule fois leurs crédits à un cours situé de 25% en dessous de celui du marché, nonobstant les réactions négatives des établissements financiers, éclairait encore le goût du chef charismatique de la droite hongroise pour la pose messianique et la confrontation. En pleine crise bancaire européenne, Viktor Orbán s'appropriait à sa façon manichéenne un thème qui par ailleurs ne manque guère de légitimité. « C'est l'ère des banquiers qui a ruiné l'Europe et la Hongrie. Ils ont fait croire aux gens au cours des quinze ou vingt dernières années qu'il était possible de s'endetter sans conséquences et de toujours avoir accès à des crédits bon marché (...) Avec le changement de gouvernement nous avons eu l'occasion de mettre fin à

l'ère des banquiers et de protéger les gens dupés de la pratique qui leur fait porter tous les risques et toutes les pertes» déclarait Viktor Orbán en septembre¹.

Ce type de rhétorique focalisé sur un ennemi – les gouvernements socialistes précédents, le FMI, la gauche européenne, Bruxelles, les multinationales, les banques, les spéculateurs – a séduit autant qu'elle a divisé dans un pays de moins de dix millions d'habitants, à l'économie très ouverte et très intégrée dans le champ européen. La posture du Premier ministre n'est en effet pas étrangère aux tendances au repli d'une société en recul démographique, en proie à une profonde crise de confiance, (...) traversée par des tensions sociales que viennent alimenter la montée des inégalités et la hausse de la pauvreté (30% des Hongrois disposeraient d'un revenu inférieur au minimum vital et 12% d'entre eux seraient sous le seuil de pauvreté) et confrontée depuis 2006, soit à peine deux ans après son entrée dans l'Union européenne, à la multiplication des mauvaises nouvelles économiques. Dans ce contexte, on a assisté à des réappropriations variées d'un nationalisme de la victimisation et du ressentiment cristallisé après la Première Guerre mondiale et la fin de la « Grande Hongrie » qui travaillent les imaginaires identitaires des Hongrois et viennent troubler des rapports ambigus à l' « Europe ». Si l'Union européenne reste encore un étalon de civilisation et une source de normes et de subventions, elle apparaît également comme un pôle d'assujettissement et de domination, affaibli toutefois par des difficultés politiques, économiques et identitaires.

La posture du Premier ministre traduit et façonne en même temps cet état d'esprit plus général. Néanmoins, à l'automne 2011, alors que les prévisions de croissance sont revues à la baisse et que l'économie est pénalisée par les choix gouvernementaux ainsi que par la crise de l'euro et les difficultés de plusieurs Etats membres, notamment de l'Allemagne qui absorbe 30% des exportations hongroises, le verbe haut de Viktor Orbán ne suffit plus pour faire croire aux lendemains qui chantent. D'autant que celui-ci accompagne l'austérité mais aussi des bouleversements législatifs et institutionnels peu lisibles qui nourrissent le sentiment d'instabilité. Dix-huit mois après le scrutin parlementaire qui a porté la droite conservatrice et populiste au pouvoir, le rejet des élites politiques et l'inquiétude sociale gagnent les Hongrois nonobstant une communication gouvernementale relayée par les chaînes publiques de télévision et de radio qui continuent de proclamer que « la Hongrie se renouvelle » grâce à un exécutif qui « ne laisse personne au bord de la route ». Cette obsession du renouveau renvoie autant à la crise actuelle qu'à une lecture négative du bilan des deux décennies postcommunistes particulièrement mobilisée lors des dernières élections législatives.

¹ « Orbán Viktor: véget vetni a bankár-korszaknak », *Metropol*, 19 septembre 2011, <http://www.metropol.hu/itthon/cikk/781463>

QUAND LES ELECTIONS BOULEVERSENT LA SCENE POLITIQUE OU COMMENT SORTIR DU POSTCOMMUNISME ?

« Une révolution par les urnes ! » Telle est la formule qu'employait Viktor Orbán pour commenter sa large victoire aux dernières élections législatives des 11 et 25 avril 2010. A défaut d'une « révolution », terme révélateur du style oratoire du Premier ministre, la majorité de plus des deux tiers (263 des 386 sièges) obtenue par le FIDESZ (Union civique hongroise) allié au petit Parti chrétien-démocrate (KDNP) témoignait néanmoins d'un spectaculaire bouleversement de la scène politique hongroise. Cette majorité plus que confortable était en effet inédite en Hongrie, pays très polarisé où l'opposition radicale entre la gauche et la droite se prolonge dans les champs économique, médiatique, universitaire et culturel. Mais le résultat de l'alliance FIDESZ-KDNP – 52,73% au premier tour d'un scrutin qui mélange systèmes proportionnel et majoritaire – avec un taux de participation de 64,29%, un peu plus faible qu'en 2006, témoignait moins d'un engouement massif pour la droite que d'un effondrement de la gauche, au pouvoir depuis 2002.

Après une crise politique ayant débouché sur des violences de rue (automne 2006) et une crise économique sans précédent qui a conduit l'Etat à demander l'aide du FMI (automne 2008), le Parti socialiste accusé de clientélisme et de corruption, incapable de formuler un projet et traversé par de fortes tensions internes remportait 59 sièges et parvenait tout juste à devancer l'extrême-droite. Outre la déroute des socialistes, l'on assistait également à la disparition de deux petites formations du centre formées en 1989 par les dissidents et les opposants au communisme. Deux nouveaux partis très critiques des évolutions postcommunistes (1990-2010) faisaient, eux, leur entrée au parlement. Le JOBBIK (Mouvement pour une meilleure Hongrie, 16,6% des suffrages et 47 sièges) représente l'extrême-droite nationaliste, antisémite, anti-Rom et anti-mondialisation qui remet en question le clivage gauche-droite et s'exprime au nom du « peuple » considéré comme le « perdant » des changements de l'après 1989. Cette formation qui dispose de jeunes cadres – tel son président Gábor Vona, né en 1978 – passés pour certains par une première expérience de militantisme politique dans les « cercles citoyens » créés par le FIDESZ après sa défaite aux législatives de 2002, a réalisé des résultats élevés dans quelques anciens bastions socialistes du nord-est désindustrialisé de la Hongrie et auprès d'une partie de la jeunesse jusqu'alors peu politisée. Cette dernière, mobilisée notamment par Internet et les réseaux sociaux, au mouvement radical participe non seulement d'un univers idéologique mais d'une sous-culture propre (pratiques vestimentaires, sociabilités et lieux de sorties, goût pour le « rock national », etc.). Le LMP (« Faire de la politique autrement », 7,4% des

voix, 16 sièges), écologiste, altermondialiste et libéral, opposé à la « partitocratie » corrompue des deux dernières décennies, a surtout séduit les diplômés des grandes villes. En réponse aux fortes aspirations de changement mais aussi d'ordre, la nouvelle majorité de droite a promu une rhétorique du « renouveau de la Hongrie ». Ce dernier passe par une revalorisation du rôle de l'Etat dans l'économie : un Etat créateur d'emplois grâce à la mise en place d'un ambitieux programme de travaux publics, un Etat protecteur des entreprises locales face aux multinationales et des Hongrois face à la mondialisation. Le renouveau souhaité par la droite conservatrice est également national et moral. Les classes moyennes sont valorisées en tant que porteuses des valeurs nationales et chrétiennes, ainsi que de celles du travail. Elles sont plus ou moins explicitement opposées aux bénéficiaires des aides sociales distribuées par l'Etat-providence. Si les gouvernements socialistes ont traité la question de la pauvreté dans le registre de la responsabilité individuelle, la droite opère sa délégitimation en ethnicisant les pauvres qu'elle assimile aux Roms (lesquels ne représenteraient en réalité que la moitié des personnes recensées comme pauvres).

L'accès au pouvoir avec une majorité de deux tiers a, quant à elle, nourri l'*hybris* du leader charismatique et les appétits d'une formation avide de prendre sa revanche sur les rivaux socialistes après deux défaites aux élections législatives (2002 et 2006). L'on a dès lors assisté à un investissement tous azimuts des lieux de pouvoir (la présidence de la République, le fauteuil de procureur général, la présidence de la Cour des comptes, les instances de surveillance des médias, etc.). La droite s'est également attaquée au système d'équilibre des pouvoirs défini lors des négociations de la table ronde de 1989 et considéré comme un frein à l'action gouvernementale. Des institutions susceptibles d'entraver le volontarisme de la majorité ont vu leur rôle amoindri. Ainsi, les compétences économiques de la Cour constitutionnelle sont réduites tout au moins jusqu'à ce que la dette publique soit inférieure à 50% du PIB.

Les dix-sept premiers mois du gouvernement de Viktor Orbán se caractérisent également par un stakhanovisme législatif. Durant sa première session, le parlement a adopté quelque deux cent quarante nouvelles lois dont plusieurs ont suscité des critiques nourries à l'intérieur comme à l'extérieur du pays : loi sur l'identité nationale proclamant le 4 juin, date anniversaire du traité de Trianon, « journée de cohésion nationale », loi accordant la nationalité aux descendants de Hongrois (parlant la langue) résidant à l'étranger, loi sur les médias (révisée sous la pression internationale), loi sur les cultes, réduisant de 358 à 14 le nombre des Eglises pouvant bénéficier de subventions publiques. Plus encore, grâce au contrôle des deux tiers des sièges du parlement, la majorité a adopté, le 18 avril 2011, une nouvelle Constitution, un texte que seuls ses élus ont voté, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2012. Empreinte d'une vision nationaliste et ultraconservatrice, faisant l'éloge de

la grandeur historique de la Hongrie chrétienne, cette nouvelle Loi fondamentale a suscité de nombreuses critiques tant en Hongrie qu'au sein du parlement européen ou du Conseil de l'Europe en raison des confusions juridiques qu'elle entretient et de son potentiel anti-démocratique. L'élargissement du champ régi par des lois organiques – dont l'adoption requiert la majorité des deux tiers – à un grand nombre de questions relatives au système institutionnel et aux droits fondamentaux a ainsi été perçu comme pouvant affaiblir la démocratie, dès lors qu'il limite les marges de manœuvre de toute future majorité qui ne contrôlerait pas deux tiers des sièges du parlement.

Sans s'apparenter à une dictature comme on l'a parfois dit, ce remodelage législatif et institutionnel révèle une extension des pouvoirs de l'Etat et une concentration des ressources autour du Premier ministre, tandis qu'un *Kulturkampf* met à mal les médias et les institutions culturelles associés à la gauche.. Ces tendances devraient se poursuivre. En effet, alors que les mauvaises nouvelles économiques s'accumulent, le Premier ministre a affirmé en septembre 2011 la nécessité « d'appuyer sur l'accélérateur ». Avant la fin de l'année, vingt-huit lois ordinaires devraient remodeler l'éducation, la justice, la santé, les retraites, les collectivités locales ou encore le système électoral. Ce programme paraît difficilement tenable dans un contexte économique et budgétaire délicat. D'autant que le mélange de critères comptables et idéologiques ainsi que la nécessité de concilier des intérêts divergents qui s'expriment au sein de la majorité, pourtant tenue d'une main de fer par le Premier ministre, débouchent sur des projets qui pourraient susciter des controverses, y compris au sein de la droite. L'heure est au pessimisme : un sondage rendu public en septembre indique que 69% des Hongrois considèrent que le pays se dirige dans une mauvaise direction². La « révolution par les urnes » paraît bien lointaine.

LES LIMITES DU VOLONTARISME POLITIQUE

Arrivé au pouvoir avec des promesses de croissance, de création massive d'emplois (un million en dix ans, 300 000 grâce à des travaux publics d'ici 2014) et de réduction d'impôts devant permettre la consolidation des classes moyennes, fût-ce au prix d'un creusement des déficits publics, le gouvernement de Viktor Orbán a été contraint à l'automne 2010 de changer d'orientation sous la pression de la Commission européenne. Plutôt silencieuse au sujet de la nouvelle Constitution ou des lois controversées, celle-ci a donné de la voix à

² « Medián: Orbán népszerűsége hanyatlik, de a Fidesz tartja magát » (Institut Medián : La popularité de Orbán décline, mais le FIDESZ se maintient), *HVG*, 21 septembre 2011 http://hvg.hu/hvgfriss/2011.38/201138_partpreferenciak_narancsriasztas#utm_source=hvg_weekly&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter2011_09_21&utm_content=top

propos du déficit. En 2004, la Hongrie avait déjà fait l'objet d'une procédure de déficit excessif. S'engageant à ramener celui-ci à 3,8% en 2010 et à 3% en 2011, elle a pu bénéficier en 2008 d'un prêt de 20 milliards d'euros du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Viktor Orbán a été obligé de tenir compte des engagements pris par ses prédécesseurs socialistes. Après avoir cherché à équilibrer les finances publiques par de mesures controversées telles la nationalisation des fonds de pensions privés et la taxation « de crise » de certains secteurs économiques (télécommunications, énergie, grande distribution, banques), le gouvernement a présenté, en mars 2011, un nouveau programme de convergence. La réduction de la dette publique (de 81% du PIB en 2011 à 66% en 2014) est devenue la priorité nationale. Une règle d'or limitant la dette à 50% du PIB a même été inscrite dans la nouvelle Constitution.

Justifiée par une rhétorique nationaliste de sortie de la dépendance et de « l'assujettissement », la « guerre à la dette » pour reprendre la formule de Viktor Orbán qui affectionne le vocabulaire martial, répondait à une aggravation de la situation financière due à la crise de l'euro. La dette publique hongroise, qui a fortement augmenté au cours des années 2000, est la plus élevée des Etats entrés dans l'Union européenne en 2004 et 2007. La majorité de droite met d'ailleurs en avant le rôle des équipes socialistes au pouvoir entre 2002 et 2010 dans cette dégradation des finances publiques, au point d'envisager une sanction judiciaire des trois précédents Premiers ministres (Péter Medgyessy, Ferenc Gyurcsány et Gordon Bajnai).

La fragilité de la Hongrie est également due à l'importance de la dette privée libellée en devises, notamment en francs suisses, une monnaie qui s'est évalué de 65% par rapport au forint au cours des deux dernières années, alors que la dette extérieure s'élevait à 148,4% du PIB en 2011. L'affaiblissement du forint a pénalisé les collectivités locales qui ont massivement eu recours aux prêts en devises (50% de l'ensemble des crédits, 85% étant en francs suisses) pour faire face à la baisse des subventions publiques opérée depuis 2006. Mais le recul du forint a touché encore davantage de nombreux ménages endettés. Sur un marché peu régulé, l'offre de crédits en devises, notamment de prêts hypothécaires pour accéder au logement, s'était en effet fortement diversifiée à partir de 2005 pour atteindre son point extrême en 2008. 70% de l'ensemble des crédits à la population sont libellés en devises, dont 95% en francs suisses. Environ 1,3 million de Hongrois sont concernés par ce phénomène, particulièrement visible chez les trentenaires dont 34% seraient endettés en

devises³. Consentis à un moment où le forint était relativement élevé, ces prêts ont été accordés à de nombreux souscripteurs à la situation économique était fragile et trop peu informés des risques qu'ils prenaient. La récession économique de 2009 (- 6,3% du PIB), l'augmentation du chômage, l'envolée du franc suisse et la hausse des charges mensuelles ont entraîné une multiplication des défauts de paiement dont les conséquences ont été particulièrement dramatiques dans le cas des prêts hypothécaires (autour d'un million de contrats).

En septembre 2011, pour des raisons à la fois économiques et politiques, le gouvernement a décidé de faciliter le remboursement anticipé de ces derniers sans consulter au préalable les établissements bancaires. L'Etat devait partager avec les banques les coûts du renchérissement de la dette (liés à l'envolée du franc suisse) et encourager le crédit en forints. Des commentateurs ont également pointé la volonté des responsables politiques de renforcer la position des acteurs autochtones sur un marché bancaire contrôlé à 90% par des banques étrangères. Or certains établissements, déjà exaspérés par la taxe de crise sur les banques adoptée en 2010 et très critiques à l'égard de la nouvelle mesure de remboursement anticipé, envisageraient de réduire leurs activités en Hongrie, ce qui laisserait davantage d'espace aux institutions à capital hongrois.

Tout en envoyant un message à son électorat, le FIDESZ souhaitait en même temps limiter les marges de manœuvre du JOBBIK qui, début septembre 2011, s'apprêtait à lancer une pétition sur la question des prêts hypothécaires en devises et la défense du logement « hongrois ». Mais le calendrier de l'adoption de cette mesure a aussi été dicté par l'aggravation de la crise de l'euro et ses effets sur l'économie nationale. Le 12 septembre 2011, jour de l'ouverture de la session parlementaire, le Premier ministre s'est adressé aux élus, évoquant la possibilité du remboursement anticipé sous les termes de « défense du foyer ». Cette mesure figurait dans le programme de « défense nationale » de Viktor Orbán. Celui-ci se décline en six points très hétérogènes, allant du combat contre les usuriers à l'engagement gouvernemental en faveur d'une stabilisation des prix des charges pour les habitations, en passant par les initiatives législatives visant à harmoniser le fonctionnement des systèmes des retraites, des assurances santé et des autogouvernements locaux, la « défense financière » consistant notamment dans le remboursement des dettes de l'Etat auprès du FMI et de l'Union européenne et les politiques en faveur du travail⁴. Or à peine quelques jours après ce discours qui promouvait

³ Nézőpont Intézet, « Harc az adósság ellen » (En guerre contre la dette), <http://nezopontintezet.hu/aktualis/harc-az-adossag-ellen>

⁴ « Miért kellett annyira a végtörlesztés? » (Pourquoi a-t-on eu autant besoin du remboursement préférentiel ?), *Index*, 20 septembre 2011, http://index.hu/gazdasag/magyar/2011/09/20/egyszeru_nepszeruseghajhaszas_a_vegtorlesztes

l'image d'un gouvernement protecteur, d'importantes mesures d'austérité étaient rendues publiques en raison de la dégradation des prévisions de croissance pour 2011 (de 3% à 2% pour 2011, après une chute de 6,3% du PIB en 2009 et une timide reprise à 0,6% en 2010).

Les effets de la mesure en faveur des ménages endettés en devises, entrée en vigueur le 29 septembre, risquent néanmoins d'être moins spectaculaires que la levée de boucliers suscitée par son annonce. Les établissements bancaires envisagent en effet de déposer un recours auprès de la Cour constitutionnelle hongroise et auprès de Bruxelles. L'Autriche dont les banques sont les plus affectés – leurs pertes pourraient s'élever jusqu'à six millions d'euros affirme le gouvernement viennois – a déjà saisi à ce sujet la Commission européenne, laquelle a exprimé ses « préoccupations ». Le gouvernement de Viktor Orbán s'attend lui-même une procédure judiciaire au niveau européen qui pourrait s'avérer coûteuse, mais privilégie néanmoins le temps court sur le temps moyen. Par ailleurs, l'exécutif a restreint le champ d'application de la mesure par peur de déstabiliser le système bancaire.

Les souscripteurs ont jusqu'au 30 décembre pour exprimer leur intérêt pour cette procédure et une fois la banque informée, soixante jours pour la mener à son terme. Selon les estimations, de 10% à 30% des prêts hypothécaires en devises pourraient être traités dans ce cadre. Seuls les contractants qui disposent de suffisamment de ressources pour effectuer ce remboursement définitif ou qui présentent une situation suffisamment solide pour obtenir rapidement un prêt en forint permettant le rachat de leur crédit en devises devraient recourir à cette facilité. Par-delà les effets sur le système bancaire – notamment un renchérissement du crédit dans un contexte économique difficile – et le coût qu'à moyen terme l'Etat pourrait être appelé à supporter, les critiques adressées au gouvernement mettent en avant le caractère injuste d'une mesure qui pénalise les moins aisés lesquels pourraient voir leurs mensualités augmenter sous l'effet d'un nouvel affaiblissement de la monnaie nationale.

S'il est trop tôt pour mesurer les conséquences de cette décision, il n'en reste pas moins que le soutien au FIDESZ des classes moyennes choyées dans un premier temps par une réforme fiscale établissant un impôt sur le revenu à taux unique de 16% – qui a par ailleurs aggravé la situation des comptes publics en 2011 – est en baisse. Le gouvernement s'apprête à augmenter la TVA (de 25% à 27% en 2012) et à s'attaquer aux salaires dépassant 202 000 forints (soit l'équivalent du salaire moyen d'environ 700 euros) qui seront soumis à un impôt supplémentaire. Les contributions santé, les taxes sur l'alcool, les cigarettes et le pétrole augmenteront de 50% dès novembre 2011. Les PME risquent, elles, de faire les frais d'une hausse du SMIC de 18% destinée à compenser le manque à gagner

des salariés les plus fragiles, désavantagés par une redéfinition, l'année prochaine, du mode de calcul du revenu global concerné par l'impôt.

L'image ambitieuse de l'Etat créateur d'emplois via des programmes de travaux publics devrait elle-même être revue à la baisse. Adossé à l'idéologie de la société du travail et à la dénonciation de l'assistanat, le programme Start de retour à l'emploi, qui a été expérimenté en 2011 dans des communes et microrégions qui connaissent des taux élevés de pauvreté, de chômage et des tensions intercommunautaires, devrait démarrer véritablement en 2012. Depuis plusieurs années, la Hongrie présente l'un des taux d'emploi les plus faibles d'Europe (- 9 points par rapport à la moyenne européenne en 2011). Tout juste un peu plus de la moitié de la population en âge de travailler (55,3%) a effectivement un emploi. Le taux de chômage s'élevait à 10,8% en août 2011, un peu plus bas que celui d'août 2010 mais au-dessus de la moyenne européenne. Les non-diplômés, les jeunes et les mères d'enfants en bas âge sont surreprésentés parmi les chômeurs.

Face à cette difficulté, l'équipe Orbán a choisi de durcir la législation du travail en menant plus loin une évolution commencée sous les socialistes. Début juillet 2011, le FIDESZ a ainsi réduit la durée (de 270 à 90 jours) et le montant des allocations chômage (le montant maximum, auparavant 120% du salaire minimum est désormais de 100%). Les allocataires sociaux sont également désormais obligés de participer à des travaux d'intérêt général sous peine de perdre leurs droits. Le programme Start chapeauté par le ministère de l'Intérieur – ce qui ne peut que renforcer la stigmatisation des sans-emploi – est appelé à encadrer ce retour au travail qui peut s'effectuer dans le cadre de projets menés par des collectivités locales – l'amélioration des infrastructures communales –, mais aussi dans le cadre de projets nationaux tels que des constructions de stades, de digues et de barrages. Très coûteux et peu concluant lorsqu'il avait été initié par les socialistes en 2009, ce programme est en tout cas peu susceptible de créer les 300 000 emplois annoncés d'ici 2014.

Depuis sa victoire aux élections législatives de 2010, le FIDESZ a perdu entre un tiers et la moitié de ses soutiens, notamment parmi les classes populaires et moyennes. Le malaise social des Hongrois s'est aggravé et les prévisions économiques pour l'année à venir sont sombres. Cependant, aucun parti ne semble bénéficier de ce recul de la droite populiste. La seule conséquence de ce désenchantement est bien l'accroissement du nombre de personnes se déclarant sans préférence politique (environ 50% de la population en octobre 2011). Les socialistes n'apparaissent guère comme une solution de remplacement, trop occupés à régler leurs conflits internes. En témoigne l'exclusion du Parti socialiste de l'ancien Premier ministre Ferenc Gyurcsány et de ses collaborateurs politiques en octobre 2011. Malgré une légère remontée dans les sondages, le LMP peine pour sa part à

trouver une cohérence et à élargir sa base, tiraillé entre gauche et droite. Sans progresser d'une manière spectaculaire, le JOBBIK serait en passe de devenir le principal parti d'opposition, devançant légèrement les socialistes dans certains sondages (autour de 12% pour le JOBBIK). En concurrence avec le FIDESZ sur le terrain du nationalisme, la formation d'extrême-droite développe également une fibre sociale. Mais depuis son entrée au parlement, elle hésite entre poursuite d'un discours radical xénophobe et antisémite qui l'isole et l'enferme dans une sous-culture spécifique et adoption d'un profil plus modéré dont témoignent quelques prises de distance récentes à l'égard de groupes radicaux extra-parlementaires. Sans véritable rival, Viktor Orbán, prophète dans un pays de mauvaise humeur, reste l'homme politique le plus populaire du pays (il recueille 40% d'approbation). Le 30 septembre 2011 cependant, une manifestation organisée à l'appel de plusieurs dizaines de syndicats et d'organisations civiles a fédéré pour la première fois des mécontentements d'ordres différents et a demandé le départ du Premier ministre.